

Sublime discours d'Orbán sur l'état de la nation en 2020 : j'ai vu Soros tenter de piller la Hongrie 3 fois

écrit par Julien Martel | 24 février 2020



Transcription de l'ensemble du discours ci-dessous

Bonjour, Mesdames et Messieurs. Je suis extrêmement chanceux de ne pas prononcer un discours sur l'état de la nation dans la Hongrie d'il y a cent ans. Je dis cela parce que cette année est le centenaire du diktat de paix de Trianon. Il y a cent ans, le premier ministre hongrois s'appelait Károly Huszár. S'il avait prononcé un discours sur l'état de la nation, il aurait dû dire que nous avons subi d'énormes

pertes pendant la Grande Guerre, au cours de laquelle pas une seule famille n'a été épargnée. Avec nos alliés, nous sommes sortis des hostilités du côté des perdants.

La monarchie austro-hongroise – qui constituait le cadre étatique de nos vies – avait été détruite. Il aurait dû dire que la paix dans la société avait pris fin et que la force vitale des Hongrois était consumée par un état de guerre civile. Le putsch communiste a porté le coup de grâce. Il y a eu ici toutes sortes d'expériences : une monarchie constitutionnelle, une république populaire et une république soviétique communiste.

Il y a cent ans, tout ce que le Premier ministre aurait pu dire à son auditoire, c'est qu'aucune de ces expériences n'avait fonctionné. En fait, nous en étions arrivés à un tel point, nous nous étions enfoncés si profondément, que nos ennemis abreuvaient leurs chevaux où ils voulaient dans les rues de Budapest. Et si le malheureux Premier ministre avait pu voir dans l'avenir, il aurait dû dire que dans quatre mois seulement, le diktat mettant fin à la guerre serait proclamé.

Non seulement ce diktat a mis fin à la Première Guerre mondiale, mais il a également mis fin à l'ère de l'histoire hongroise qui l'a précédée. Le diktat a fait disparaître les deux tiers du territoire du pays et 63 % de sa population ; ainsi, un Hongrois sur trois s'est retrouvé hors de nos frontières. Le verdict a évidemment été une condamnation à mort. L'histoire n'a pas enregistré une nation qui ait pu survivre à une telle perte de sang. Les responsables de la décision étaient versés dans l'histoire et ont rendu leur verdict à la lumière de cette connaissance.

Le comte Apponyi, qui a dirigé la délégation hongroise lors des négociations, a eu raison de dire que la tombe de la Hongrie avait été creusée. La perte a été dévastatrice en soi, mais ce qui a été encore plus traumatisant – si cela

était possible – c'est le fait que des formations étatiques comme la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie se sont construites autour de nous. **En effet, comme si tout cela n'était pas suffisant, le diktat qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a fait de l'Union soviétique l'un de nos voisins de l'Est :** *"Bonjour, je vois que vous boîtez",* comme le dit la blague, *"voici une bosse pour votre dos aussi".*

Des ennemis tout autour de nous. Cela signifiait une quarantaine politique, un isolement économique, une défense nationale débilitee, une solitude culturelle et spirituelle. Nous nous sommes donc repliés sur nous-mêmes et nous sommes concentrés sur notre survie. Nous savions qu'il fallait attendre : attendre que les formations étatiques ennemies s'affaiblissent et que la clé nous soit dûment remise. **La légende raconte qu'il y a cent ans, Apponyi a également dit que bien que la tombe de la Hongrie ait été creusée, nous, les Hongrois, serions présents aux funérailles de nos fossoyeurs.**

Et en effet, nous avons vu de nos propres yeux la dissolution de la Tchécoslovaquie, la désintégration de la Yougoslavie et le démantèlement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, cent ans après la condamnation à mort de Trianon, je peux vous dire que nous sommes en vie et que la Hongrie existe toujours. Et non seulement nous sommes en vie, mais nous avons échappé à l'emprise du cercle d'ennemis qui nous entoure. Au lieu de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, nous avons maintenant des Slovaques, des Slovènes, des Croates et des Serbes.

Étonnamment, je constate qu'avec la Slovaquie, la Serbie, la Croatie et la Slovénie sur des bases nationales rétablies, nous pouvons trouver une voix commune et une large coopération. Nous pouvons même former des alliances.

L'histoire a une fois de plus donné aux peuples d'Europe

centrale la possibilité de construire un nouveau système d'alliances fondé sur leurs propres intérêts nationaux. Ainsi, ils ont la possibilité de se protéger des menaces venant de l'Est et de l'Ouest. Comment avons-nous pu résister à ce siècle ? Comment avons-nous pu trouver un moyen de sortir de cette situation désespérée ? **Il y a une réponse à cette question : une courte phrase qui nous a aidés pendant des centaines d'années et qui a été transmise par chaque génération à la suivante. En tant que Premier ministre de Hongrie, après cent ans, je ne peux rien dire d'autre que ceci : “Je crois en une seule patrie.”**



Mesdames et Messieurs, après un anniversaire de cent ans, un anniversaire de dix ans : nous avons aussi un dixième anniversaire. **Il y a dix ans, les gens ont mis fin au cauchemar de la gouvernance socialiste, et le gouvernement national a commencé son travail.** Les espoirs et le désespoir du peuple ont été réunis pour produire la victoire électorale de 2010 aux deux tiers. Le pays était au bord de

la faillite et piégé dans la machine de survie du Fonds monétaire international. Le taux de chômage était élevé, les familles étaient criblées de dettes et les débiteurs en devises étrangères étaient pratiquement sous l'eau – si l'on peut qualifier cela d'eau. Le désespoir était plus que justifié.

Mais bien sûr, il y avait aussi de l'espoir : un espoir qui peut nous remplir de courage, qui peut nous permettre de nous réunir, qui peut dissiper notre sentiment de déclin et la philosophie sans valeur selon laquelle les choses ne peuvent qu'empirer ; un espoir qui nous convainc que nous pouvons trouver le chemin de l'ascension et que la Hongrie sera à nouveau un synonyme de ce qui est bien, et qu'elle sera digne de sa gloire passée.

Nous ne pouvons pas savoir combien d'entre nous étaient désespérés et combien étaient pleins d'espoir, mais cela n'a peut-être pas d'importance à l'approche de l'inondation. En de telles périodes, l'important est de convaincre les gens de ne pas abandonner, mais d'agir, et de croire qu'il est utile de redoubler d'efforts et de rassembler les forces qui leur restent. C'est le secret de toute gestion de crise.

Au cours de mes décennies en politique, j'ai observé que toute réussite – **l'histoire de la réussite de chaque nation montante – commence par le renforcement de l'estime de soi.** Il suffit de penser aux deux exemples occidentaux les plus récents : l'Amérique de Trump et le succès de Boris Johnson. Et j'ai également remarqué que l'estime personnelle des citoyens d'un pays en difficulté ne peut que revenir avec celle de leur nation. **La clé du progrès est donc la restauration de l'estime de soi nationale.**

En 2010, nous nous sommes donc fixé pour objectif de prouver à nous-mêmes – et, bien sûr, au monde entier – que nous sommes toujours quelqu'un, et non les personnes que nous semblions être, se recroquevillant anxieusement alors que

nous plaidions pour obtenir des prêts du FMI et de l'argent de l'UE. Le programme était simple. **Il s'agissait de révéler qui nous sommes vraiment, de montrer que nous sommes les Hongrois : avec mille ans d'État chrétien, des réalisations culturelles monumentales, une douzaine de prix Nobel, 177 médailles d'or olympiques, une capitale d'une beauté sublime, de superbes professionnels de la technique et de l'informatique et une Hongrie rurale dotée d'un génie agraire.**

Nous pensions que nous allions trouver notre voie ou en créer une. Et comme nous avons vu que les chemins qui nous avaient été tracés par Bruxelles et Washington n'étaient pas viables, nous avons été obligés d'en créer un nouveau. Il y a dix ans, j'ai pensé qu'un peuple qui avait inventé le Rubik's Cube pouvait aussi trouver comment résoudre une crise apparemment sans issue.

En toute modestie, dix ans plus tard, je peux dire que nous avons effectivement compris, nous avons réussi à le faire. Nous avons pris une grande respiration, nous avons posé les bases, et finalement nous avons eu une constitution nationale chrétienne. Nous remercions notre président dans ce processus constitutionnel, Pál Schmitt ! **Que Dieu vous garde – vivat, vivat, vivat !** Nous avons renvoyé le FMI, nous avons remboursé l'argent qu'il nous avait prêté avant l'échéance, nous avons créé 850 000 emplois, nous avons mis fin au parasitisme, nous avons mis de l'ordre dans nos finances, nous avons donné aux travailleurs le respect et la reconnaissance, les familles ont été reconnues, les familles nombreuses ont reçu une reconnaissance accrue, nous avons lancé l'unification de la nation et nous avons relié les communautés hongroises par-delà les frontières avec la mère patrie. Et dans les rapports économiques publiés cette semaine à Bruxelles, toute l'Europe peut lire que l'économie qui semble avoir connu la croissance la plus rapide en 2019 de tout le continent est celle de la Hongrie.

Depuis dix ans, nous débattons de la manière d'évaluer le modèle économique et social que nous avons construit en Hongrie : il a été qualifié d'illibéral, de post-libéral, de démocrate-chrétien, de "démocratariat", de système autoritaire et hybride, et Dieu seul sait quoi d'autre. Il n'est pas étonnant que les commentateurs soient si vexés, car un couvent comme notre système étatique ne se trouve nulle part ailleurs en Europe aujourd'hui – peut-être seulement en Pologne.

Ils refusent d'accepter que dans cette partie du monde, sans théorisation libérale, nous puissions tirer notre liberté de trois simples lois chrétiennes : nous avons acquis la capacité de distinguer le bien du mal ; Dieu nous a tous créés à son image, nous sommes donc tous égaux – indépendamment de notre origine et de la couleur de notre peau ; et le christianisme nous apprend à faire aux autres ce que nous voudrions qu'ils nous fassent.

L'Europe a oublié que le monde de la liberté politique peut être construit à partir de ces lois. Ce qui s'est passé et se passe en Hongrie ne peut pas être exprimé dans le langage libéral de l'Eurobabillage de Bruxelles. En bruxellois, on ne peut pas dire que les Hongrois ont abattu à la hache un grand arbre, mais aussi une forêt vierge, et qu'ils ont réussi à s'en sortir. Avec un cerveau du FMI, on ne peut pas comprendre que nous ayons trouvé le courage de résister, alors que nous étions sous l'emprise du capital international, que les banques nous avaient pris en otage, que nous étions noyés sous les dettes et que des experts financiers internationaux en costume d'époque nous demandaient des mesures d'austérité.

Avec une mentalité bruxelloise ou washingtonienne, il n'est même pas concevable qu'à la frontière orientale de l'UE, un pays à genoux, ne représentant qu'environ 2 % de l'ensemble de l'Union européenne, déclare encore qu'il y a quelque chose qu'il ne

subira pas : l'austérité. Au lieu de cela, ce pays déclare qu'il y aura un mode de vie hongrois, des réductions d'impôts, la production au lieu de la dette, le travail au lieu des prestations sociales, l'entreprise au lieu de pratiques brutales, une économie patriotique au lieu d'un trafic d'influence mondialiste, une identité et un caractère nationaux au lieu de la servilité, et des enfants hongrois au lieu de migrants.

Rétrospectivement, c'était plus que risqué, et c'était une aventure audacieuse pour le moins ; mais on pourrait aussi l'appeler la bravoure hongroise. Aujourd'hui, je vois que la clé du succès a été que le gouvernement n'a pas été laissé à lui-même – probablement parce que nous n'avons jamais régné en ignorant les Hongrois, nous n'avons jamais ignoré le peuple, mais nous avons trouvé un moyen d'agir avec lui. C'est ce qu'on appelle la gouvernance fondée sur la consultation nationale.

Personne ne nous a crus, et ils n'auraient pas parié un centime sur nous. Au lieu de cela, il y a eu des moqueries malveillantes et un mépris pessimiste. Les plus grands prophètes de malheur ont été ceux qui ont conduit le pays à la faillite avant 2010. Il est intéressant de noter que la Hongrie a été conduite à la faillite par un gouvernement d'anciens communistes poursuivant une politique libérale.

Cet exemple renforce la conviction qu'en fait, il n'existe pas de libéral : un libéral n'est rien d'autre qu'un communiste avec un diplôme universitaire. Si nous avons suivi leurs conseils, la Hongrie serait actuellement en soins intensifs, avec les tubes du FMI et le crédit de Bruxelles attachés à chaque membre. Et les doigts sur les valves qui régulent le flux du crédit appartiendraient à George Soros. Ce n'est pas une exagération. Je pratique la politique depuis plus de trente ans maintenant et j'ai vu de mes propres yeux George Soros tenter de piller la Hongrie à

trois reprises.

La première fois, c'était au début des années 90, quand il a voulu racheter toute la dette d'État du pays : toute la dette d'État de la Hongrie dans les mains d'une seule personne, le sort de chaque Hongrois dans les mains de George Soros. Cela fait froid dans le dos, même en pensant à la situation que nous avons réussi à éviter. Nous devons remercier et reconnaître József Antall pour avoir empêché que cela ne se produise.

Et je me souviens de 1994, quand Soros a voulu nous piller une deuxième fois. Il a essayé de racheter la banque OTP, qui était alors la seule banque hongroise de détail dominante. La vision de presque tout l'argent des Hongrois dans les mains d'une seule personne n'est pas moins terrifiante. Gyula Horn doit être remercié et reconnu pour ne pas avoir permis que cela se produise. Aujourd'hui, le succès fulgurant d'OTP est la preuve qu'il avait raison de le faire. *[Gyula Horn est un homme d'État hongrois, né le 5 juillet 1932 à Budapest et mort le 19 juin 2013 dans la même ville, connu pour être « celui qui a déchiré le Rideau de fer ».]*

Même les jeunes peuvent se souvenir de la troisième tentative. En 2015, des réseaux de trafic d'êtres humains déguisés en organisations de défense des droits de l'homme ont amené des centaines de milliers de migrants à la frontière hongroise. Et alors que l'Europe était déjà sous le poids de la migration, Soros a annoncé qu'il était prêt à offrir des crédits pour financer l'installation d'un million de migrants par an. N'oubliez pas que le plan Soros, le projet d'installation de groupes de population étrangers, est toujours à l'ordre du jour : l'opération est en cours et nous devons renforcer nos défenses, avec force et détermination.

Jeunes membres de l'audience, pour vous tout cela fait

partie de l'histoire. Je me rends compte aussi qu'au cours des dix dernières années, une génération est arrivée à maturité qui ne connaît pas le sens du mot "austérité". Une génération a grandi sans connaître le discours de Balatonöszöd*, les attaques de la police, ou sans avoir les yeux crevés à balles réelles. Lorsque les jeunes entendent les mots "boîte Nokia"** , ils ne pensent qu'à un téléphone – ou peut-être même pas à cela. Il y a dix ans, notre objectif était que nos enfants et petits-enfants ne soient pas confrontés à ces abominations. Mais nous devons en parler, parce que quelqu'un qui n'a jamais vu d'ours n'en aura pas peur ; et si un jour l'un d'entre eux vient vers vous, vous ne saurez pas quoi faire. **C'est aussi bien de savoir que l'ours n'est pas un jouet en peluche.**

**[Le discours de Őszöd (en hongrois : Őszödi beszéd) est un discours prononcé par le Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsány lors du congrès du parti socialiste hongrois en 2006 à Balatonőszöd. Bien que le congrès de mai ait été confidentiel, le discours de Gyurcsány a fait l'objet d'une fuite et a été diffusé par Magyar Rádió le dimanche 17 septembre 2006, déclenchant une crise politique à l'échelle nationale.]*

Utilisant librement un langage vulgaire, Gyurcsány a admis que le Parti socialiste (MSzP) avait induit l'électorat en erreur et que son gouvernement de coalition n'avait pris aucune mesure significative pendant son mandat. Les protestations de masse que la publication du discours a précipitées sont considérées comme un tournant majeur dans l'histoire politique post-communiste de la Hongrie. L'incapacité du MSzP à contenir les retombées politiques du discours a entraîné l'effondrement populaire du MSzP et, plus largement, de la gauche politique hongroise, ouvrant la voie à la victoire à la supermajorité du parti Fidesz de Viktor Orban aux élections législatives hongroises de 2010.]

*** [Miklós Hagyó, l'ancien adjoint au maire de Budapest et le superviseur de la société de transport public local sous le gouvernement du MSZP social-démocrate, devant Viktor Orbán, a été*

accusé d'avoir accepté des millions dans des boîtes en carton de téléphones Nokia. Une action en justice a été engagée contre lui et il a été condamné en janvier.]

Chers amis, nous avons littéralement traversé toute cette période de dix ans ensemble. Si mes calculs sont corrects, nous avons eu recours à huit consultations nationales pour décider des questions les plus importantes. Ensemble, nous nous sommes mis d'accord sur la Constitution, la réduction de la facture d'électricité des ménages, les questions sociales, la taxe bancaire, le soutien aux familles et le rejet du plan Soros.

Ceux qui veulent nous faire la leçon sur la démocratie devraient d'abord nous montrer quelque chose qui ressemble même de loin à notre consultation nationale. Nous sommes aujourd'hui presque habitués à ce que toute personne en politique qui ne danse pas sur la musique des libéraux soit immédiatement cataloguée comme populiste. C'est une nouvelle version du terme "ennemi de classe". Mais, chers amis, un populiste est quelqu'un qui fait à l'électorat des promesses qu'il sait ne pas pouvoir tenir. **Ceux qui font des promesses et les tiennent ne sont pas des populistes, mais des démocrates.** Et nous, les Hongrois, ne devrions pas hésiter à nous placer dans cette catégorie.

Nous préparons actuellement une autre consultation nationale. Nous y sommes à nouveau irrésistiblement attirés. Pour les décideurs en Europe, les droits des criminels violents ont pris le pas sur ceux des personnes respectueuses de la loi. Ils se moquent de la justice et des bons instincts des honnêtes gens, et défendent les auteurs de crimes plutôt que les victimes. Ce phénomène dangereux a également atteint la Hongrie. Nous pouvons nous attendre à d'intenses débats et à d'importants procès internationaux à ce sujet. C'est pourquoi nous devons une fois de plus parvenir à des points de consensus afin que le gouvernement ait une base sur laquelle s'appuyer et quelque chose de

solide sous les pieds.

Les organisations financées par l'étranger – et, bien sûr, affiliées à Soros – et leurs avocats engagés abusent de la protection juridique pour lancer une série de poursuites afin d'extorquer de grosses sommes d'argent aux Hongrois et de verser des indemnités aux criminels violents – et, bien sûr, à eux-mêmes. Cette pléthore de poursuites – douze mille d'entre elles – coûte des milliards de forints. Nous ne pouvons plus regarder passivement, et nous lançons donc une nouvelle consultation nationale.

[\[Comment George Soros a infiltré la Cour européenne des droits de l'homme\]](#)

Mesdames et Messieurs, je ne veux pas quitter la scène sans parler de l'affaire Gyöngyöspata. Nous parlons de l'une des belles et attrayantes petites villes de Hongrie et des personnes qui y vivent, auxquelles j'adresse mes salutations. **Dans cette ville, environ 20 % de la population sont des Hongrois d'origine rom, qui vivent aux côtés d'une majorité de 80 %.**

Une décision de justice invoquant la ségrégation a réveillé l'opinion publique en accordant de fortes sommes d'argent à certains résidents roms. En outre, cet argent devrait être versé sur les fonds du gouvernement local, qui ne peut pas fournir un tel montant. Et cela mettrait toute la ville en faillite. Cela se produit à un moment où les familles roms – ou du moins beaucoup d'entre elles – se lancent dans un changement de leur mode de vie.

Nous ne pouvons pas parler sans passion du grand changement que représente le fait que des dizaines de milliers de familles roms ont accepté des offres d'emploi et qu'après avoir travaillé dans les travaux publics, des dizaines de milliers d'entre elles progressent dans le secteur privé. **Ils vivent du produit de leur travail au lieu de prestations**

sociales, ils élèvent correctement leurs enfants et ils ont ainsi gagné la reconnaissance de nous tous. Leurs enfants vont à l'école maternelle dès l'âge de trois ans, ce qui les prépare à l'école et leur donne la possibilité de se maintenir au niveau de leurs pairs issus de milieux plus favorisés.

Il est bien connu que le gouvernement s'est ouvertement engagé – et je considère également que c'est ma responsabilité personnelle – à éradiquer la pauvreté en Hongrie. Nous nous sommes donc également engagés à faire progresser les familles roms. En effet, nous avons également réussi à établir un consensus au sein de la société sur ce point. Cette décision de justice, qui a une nouvelle fois mis les habitants de Gyöngyöspata en porte-à-faux, a frappé ce processus prometteur comme un éclair.

Je n'ai pas besoin de dire que George Soros finance également l'organisation qui lance ces procédures judiciaires. Comme vous pouvez le voir, rien n'est une coïncidence. Je tiens à préciser que nous ne nous laisserons pas distraire de notre objectif. Nous continuons à croire en une Hongrie qui soit un pays sûr pour tous les Hongrois et qui donne à chacun la possibilité de vivre une bonne vie. Nous continuons à rejeter l'idée que l'origine ou l'ethnicité devrait être un stigmate ou un désavantage, ou qu'inversement elle devrait conférer un quelconque avantage ou privilège. Et pour recevoir de l'argent, chacun – quelle que soit son origine – doit travailler.

Mesdames et Messieurs, ce centenaire et ce dixième anniversaire encouragent les gens à projeter les deux périodes l'une sur l'autre. À quoi ressemblent les dix dernières années lorsqu'elles sont intégrées dans les cent dernières années ? Lorsque j'ai fait cette comparaison, je suis devenu nerveux à propos de ce que j'allais dire. Je craignais que ce que j'avais à vous dire, à l'honorable public hongrois, ne soit tout simplement pas cru.

On pourrait penser que je souffle sans vergogne dans ma propre trompette. Mais il ne s'agit pas de moi. Il ne s'agit même pas du gouvernement, mais de la performance de la Hongrie dans son ensemble. C'est pourquoi j'ai choisi de dire une vérité inhabituelle. C'est une entreprise ingrate, car l'histoire est l'histoire et la culture est la culture, et c'est finalement ce qui façonne l'attitude des peuples.

Les Hongrois ont perdu l'habitude de se considérer comme un peuple qui réussit. Hobo [le chanteur de blues hongrois] avait raison : nous sommes restés si longtemps à terre que nous ne savons pas ce que cela signifie d'être debout. Et quand, après bien des luttes, nous arrivons enfin à un niveau supérieur, nous ne croyons pas à la réalité – ni même à nos propres yeux. Lorsque nous ne pouvons plus éviter d'appeler le succès, le développement et les records par leur nom, alors bien sûr nous ajoutons que ce n'est que temporaire et qu'ils manquent de bases solides – et qu'en fait ce n'est pas de notre faute, mais de circonstances extérieures. En cela, nous sommes inépuisables et invincibles.

Seigneur, quel discours enthousiaste le président américain pourrait-il tenir sur la phrase suivante, que je dis avec prudence – et même avec trépidation. Les faits montrent que les dix dernières années ont été la décennie la plus réussie des cent dernières années de l'histoire hongroise. Alors, au lieu d'une rhétorique enthousiaste et d'un enthousiasme débordant, restons fidèles au style hongrois, au monde sans émotion des faits bruts.

Les périodes de croissance plus longues sont rares dans l'histoire de notre pays. Mais depuis 2010, les performances économiques ont augmenté à un taux annuel moyen de 2,8 % – et depuis 2013, après la période de gestion de la crise, à un taux de 3,8 % par an. Auparavant, nous ne pouvions réaliser une telle croissance qu'avec la dette extérieure. Mais la croissance des dix dernières années s'est produite

tout en maintenant l'équilibre budgétaire externe et interne : excédents des comptes courants, discipline budgétaire et diminution du taux de la dette publique.

En résumé, la croissance soutenue parallèlement à l'équilibre externe et interne n'a été caractéristique d'aucune autre décennie au cours des cent dernières années de notre histoire. Tout cela s'est produit alors que les inégalités de richesse restaient modérées par rapport aux normes européennes, de sorte que les bénéfices de la croissance ont été répartis sur une large partie de la société. Les groupes vulnérables – les jeunes, les plus de 50 ans, les femmes avec enfants et les personnes relativement peu qualifiées – ont pu trouver un emploi.

Les salaires ont également commencé à augmenter, le salaire minimum et le salaire minimum garanti pour les travailleurs qualifiés ayant doublé. Pour les amateurs de statistiques économiques, l'inégalité de richesse en Hongrie est la plus faible de toute l'Union européenne : en Allemagne et en Autriche, la différence est de 79 %, alors qu'en Hongrie, elle n'est que de 45 %. La politique de réduction générale des impôts a donc été un succès, avec une marée montante qui a soulevé tous les bateaux.

Mesdames et Messieurs, nous avons des raisons de nous émerveiller si nous ajoutons à tout cela le fait qu'en 2019, les décisions d'investissement ont atteint un niveau record : 101 grands investissements d'une valeur de 1 700 milliards de forints hongrois. Et 60 % de la valeur de ces investissements sont venus de l'Est. Nous voyons là le sens de la politique d'ouverture vers l'Est. Nous pouvons ajouter à cela qu'en 2019, nous avons battu notre record d'exportation.

Il y a dans le monde 35 pays capables de générer des exportations de plus de 100 milliards de dollars, et nous faisons partie de ces 35 pays. Nous sommes classés 94e au

monde en termes de population, mais 34e en termes d'exportations. Dans le classement mondial des exportations, nous occupons la troisième place pour la production de semences, la quinzième pour la production de céréales, la dix-septième pour la production animale, la dix-huitième pour la production pharmaceutique et la vingtième pour la construction automobile. Je le répète : au classement mondial !

Un pays de dix millions d'habitants y est parvenu. Y a-t-il des preuves plus claires de talent et de travail acharné ? Ce qui m'incite à noter ici, c'est que nous pourrions voir plus de modération de la part de ceux qui critiquent de façon cinglante les enseignants hongrois, ainsi que la qualité de notre éducation et de notre formation professionnelle.

Les ouvriers, les professionnels et les ingénieurs qui travaillent dans les usines de pointe ici en Hongrie viennent tous de nos écoles et de nos universités. Montrons plus de respect aux travailleurs et aux ingénieurs hongrois ! Sans parler des enseignants. Je sais que beaucoup de gens sont préoccupés par la part relativement élevée que représente l'industrie automobile en Hongrie, et par les questions qui pèsent sur l'avenir de cette industrie. Je tiens à rassurer tout le monde sur le fait que la Hongrie fait déjà partie de la nouvelle ère de l'industrie automobile, avec des capacités importantes ici pour la future production de véhicules électriques.

Mesdames et Messieurs, nous avons beaucoup appris au cours des dix dernières années. Ce sont des connaissances précieuses, et nous avons transpiré pour les acquérir. Par exemple, **nous avons appris qu'un pays ne peut pas être pris au sérieux et ne peut pas avoir d'estime de soi nationale sans une armée nationale. Comment un pays peut-il être fier de lui-même s'il ne peut pas se défendre ?** Nous avons besoin d'une armée forte et moderne

qui puisse mettre fin aux attaques de notre environnement, remplir ses obligations partout dans le monde et nous relier à un système d'alliances majeures en période de troubles mondiaux.

La technologie est importante, l'armement est important et la diplomatie militaire est importante. Mais le plus important de tout est le soldat : nous avons besoin de bons soldats et de bons officiers. C'est pourquoi je suis heureux que les officiers présents ici aient accepté mon invitation aujourd'hui. Soyez les bienvenus ! Tout le monde peut voir que l'armée hongroise est de retour. Je vous demande de veiller à ce que les soldats ne soient pas seulement présents lors des fêtes, mais aussi lors des réunions gouvernementales et civiles, et qu'ils occupent leur place respectée dans la vie hongroise.

Que les choses soient comme elles étaient il y a longtemps. Nous avons également appris que l'Europe n'est pas à Bruxelles. L'Europe, c'est nous, et nous n'avons pas à nous mesurer à l'élite bruxelloise fatiguée, qui sera bientôt désillusionnée, même par rapport à elle-même. **Nous pensions autrefois que l'Europe était notre avenir ; aujourd'hui, nous savons que nous sommes l'avenir de l'Europe.** Nous avons appris que les menaces d'une bastonnade de Bruxelles ne sont pas la fin du monde. Nous avons appris que nous pouvons résister bien plus que ce que nous pensions pouvoir supporter autrefois. Nous pouvons résister à bien plus que cela parce qu'aujourd'hui, le bassin des Carpates rayonne de force. Cette force provient de la prise de conscience qu'être hongrois est quelque chose de bon, d'édifiant et de plein de promesses.

Nous ne nous émerveillons plus devant toutes sortes de contes populaires libéraux au sujet du marché autorégulateur, du bon capitalisme, de l'Union européenne et du bel ordre mondial. Nous vivons à notre manière, selon nos propres règles et nos propres décisions. Notre nation le

sait : la Hongrie est la première. Ceux qui contestent cela doivent nous dire ce qui passe en premier, si ce n'est la Hongrie? Il n'y a pas de réponse sensée à cette question, alors contentons-nous du fait que **la Hongrie passe avant tout.**

Mesdames et Messieurs, cela semble donc très bien. Il est compréhensible que certains appellent cela l'âge d'or. Mais j'ai de mauvaises nouvelles pour eux : ce temps n'est pas encore venu. En fait, pour ce qui est des années à venir, nous avons des raisons de nous inquiéter. Je vois l'arrivée d'années particulièrement dangereuses – dont 2020, l'année en cours. Nous devons prendre des mesures sérieuses pour protéger ce que nous avons déjà réalisé. Et si nous ne voulons pas être forcés de faire marche arrière – mais que nous voulons continuer à progresser, à nous développer et à reprendre notre ascension – nos efforts doivent être courageux. **Nous sommes menacés par la crise climatique, par le déclin démographique et par les ombres obscures qui s'accumulent sur l'économie européenne. Au lieu de parler d'un âge d'or, je dois aujourd'hui tirer la sonnette d'alarme.**

Mesdames et Messieurs, la crise climatique n'est pas un problème nouveau. Les Hongrois en sont bien conscients. C'est surtout grâce au président de la Hongrie, János Áder, qui a lutté sans relâche contre l'apathie et l'indifférence. Nous sommes enfin parvenus à un accord à Bruxelles : nous visons à ce que l'économie européenne soit exempte de carbone d'ici 2050. C'est difficile, mais c'est possible en Hongrie aussi.

Il est également vrai que 2050 est une date lointaine, et les hommes politiques n'ont jamais été si pauvres qu'ils n'ont pas pu faire de promesses – surtout quand personne ne sait où ils seront en 2050. La protection du climat est devenue une mode politique, et beaucoup de discours creux ternissent la gravité de la question. Si nous craignons

vraiment pour nos terres, notre environnement naturel et notre climat, il est temps d'agir et de ne pas se contenter de parler.

Lorsque je parle du changement climatique, je le fais non seulement en tant que Premier ministre, mais aussi en tant que père de cinq enfants – et même en tant que grand-père. Je le mentionne parce que **je suis agacé par la stupidité de ceux qui cherchent à dépeindre les enfants comme un danger pour le climat. J'ai lu que certains prêchent que le moyen le plus efficace de sauver la planète est de ne pas avoir d'enfants. C'est de la pure folie ! Oui, sauvons la terre, mais si nous n'avons pas d'enfants ou de petits-enfants, pour qui la sauvons-nous ?**

Notre Constitution stipule également que nous avons une responsabilité envers les générations futures, et c'est pourquoi nous devons protéger la merveilleuse écologie du bassin des Carpates. Pour parler franchement, protéger le climat et la nature est vraiment notre devoir chrétien et patriotique. Je peux vous informer que cette semaine, le gouvernement a adopté un plan d'action sur le climat. Nous avons conçu un programme visant à atteindre une neutralité carbone de 90 % pour la production d'énergie en Hongrie d'ici 2030.

Cela montre également que nous pensons qu'en 2030, nous serons toujours les personnes tenues de rendre des comptes. Le 1er juillet, nous commencerons à éliminer les décharges illégales et à punir les pollueurs. D'ici deux ans, nous voulons être en mesure de vous montrer un pays propre, ordonné et bien entretenu. Nous interdisons la vente de plastiques jetables et facilitons le retour et le recyclage des bouteilles en verre et en plastique et des boîtes métalliques. Troisièmement, nous protégerons nos rivières contre les déchets provenant de l'extérieur du pays. Nous menons déjà un programme pilote, et les résultats sont

encourageants.

À mon avis, nous pourrions retirer tout le plastique du Danube et de la Tisza. Nous prendrons des mesures énergiques à l'encontre des multinationales opérant en Hongrie, en exigeant d'elles qu'elles utilisent des technologies respectueuses de l'environnement. Parallèlement, au cours des deux prochaines années, nous fournirons aux PME un financement de 32 milliards de forints pour la production d'énergie renouvelable. Nous allons planter dix arbres pour chaque nouveau-né. Cela se traduira par un million de nouveaux arbres par an, et d'ici 2030, nous aurons donc augmenté la couverture forestière du pays de 27 %. Sixièmement, au cours des dix prochaines années, nous augmenterons la capacité des centrales solaires, qui non seulement seront respectueuses de l'environnement, mais fourniront également une énergie bon marché aux Hongrois. Le septième point est que les voitures électriques ne seront pas seulement l'apanage des riches, puisque nous soutiendrons l'introduction et l'utilisation de voitures électriques abordables.

À partir de 2022, les nouveaux bus dans nos villes doivent être électriques. Et enfin, comme les Polonais, nous introduisons des obligations d'État vertes. Quiconque achètera une telle obligation soutiendra la protection du climat, car le gouvernement s'engagera à ne dépenser l'argent ainsi récolté que pour des programmes respectueux du climat. Agissons, au lieu de nous contenter de pleurnicher ! C'est le conseil que je donne à la Hongrie.

Mesdames et Messieurs, il y a un an, j'ai annoncé le plan d'action pour la protection de la famille. Je vais maintenant vous présenter les résultats dans la langue des chiffres. Tout d'abord, soyons modernes et "sexy" : selon Google Analytics – une telle chose existe – le dixième terme de recherche le plus populaire sur Internet était "crédit de planification familiale". Plus de cent mille personnes ont

bénéficié de ces crédits. Il est intéressant de noter qu'environ 33 % des bénéficiaires d'allocations pour les personnes en attente d'enfants vivent dans de petites villes, 29 % dans des villages, 21 % dans des villes de province et seulement 18 % environ dans la capitale.

Cela montre également que nous avons encore des capacités inutilisées. Les concessionnaires ont des difficultés à répondre à la demande de grandes voitures familiales. La construction de crèches se poursuit à plein régime, avec dix nouvelles places pour les nourrissons chaque jour ouvrable. L'exonération de l'impôt sur le revenu pour les mères de quatre enfants a également commencé. Cela facilite la vie de 40 000 familles.

Bien que ne figurant pas dans le plan d'action pour la famille, un pas en avant a été fait – voire deux – dans la lutte contre l'infertilité : l'État a racheté des entreprises privées qui traitent l'infertilité. Cela se justifie également par des considérations bioéthiques liées aux embryons. Mais le plus important était de rendre les examens et les interventions – et même les médicaments – librement accessibles à tous. Aujourd'hui, les prestataires de services publics peuvent servir tous ceux qui s'adressent à eux. Et des mesures importantes ont été prises pour les parents qui s'occupent d'enfants extrêmement dépendants et pour les familles dont les enfants sont diabétiques.

C'est également une bonne nouvelle qu'entre 2010 et 2018, 90 000 enfants de plus sont nés que si la tendance qui a conduit à 2010 s'était poursuivie. Autre bonne nouvelle : le nombre de mariages a augmenté et le nombre de divorces n'a jamais été aussi bas. Le nombre de fausses couches est en baisse constante et se situe à un niveau historiquement bas.

La mauvaise nouvelle est que le déclin de la population n'a pas cessé : les Hongrois sont toujours une espèce en voie de disparition. En 2010, 60 % du nombre d'enfants préférés des

parents étaient nés, et bien que dix ans plus tard ce chiffre est passé à 70 %, il semble que la dissuasion financière soit toujours présente. Un enfant n'est pas une question d'argent, mais l'argent compte quand même. **Si nous voulons vraiment faire la différence, nous devons franchir le Rubicon : nous devons construire un pays dans lequel ceux qui s'engagent à avoir des enfants sont financièrement mieux lotis que s'ils avaient choisi de ne pas en avoir.**

Chers amis, nous savons ce que nous devons faire pour y parvenir, mais nous ne savons pas si nous aurons l'argent nécessaire pour le faire dans les années à venir. Quoi qu'il en soit, je suis déterminé – et j'essaie même de convaincre le ministre des finances. Je sais que tôt ou tard, les mères de trois enfants – ainsi que celles de quatre enfants – doivent être exonérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Je sais aussi qu'aujourd'hui, les mères reçoivent 70 % de leur salaire moyen de l'année précédente au cours des six premiers mois suivant la naissance d'un enfant, et que ce pourcentage devrait être porté à 100 %, et qu'elles recevraient alors plus d'argent au cours des six premiers mois suivant l'accouchement qu'elles n'en auraient reçu si elles n'avaient pas donné naissance.

Je sais également que nous avons introduit avec succès des examens de langue et des tests de conduite gratuits pour les jeunes, et que cela devrait être étendu aux mères en congé de maternité, afin qu'elles puissent acquérir les compétences qu'elles pourront utiliser plus tard dans leur travail. Ce ne sont là aujourd'hui que des intentions, Mesdames et Messieurs. Elles sont peut-être louables et vitales pour notre avenir, mais nous devons couper notre manteau en fonction de notre tissu. Cela sera particulièrement vrai en 2020 – et, malheureusement, dans la décennie à venir. Mais nous nous engageons à progresser graduellement, mais sans relâche

Mesdames et Messieurs, et enfin le dard dans la

queue, l'ombre menaçante, ou l'oiseau de malheur qui a hanté nos enfances : il semble que l'économie européenne – et en particulier l'économie de la zone euro – se soit arrêtée. Si elle se développe en 2020, cette croissance sera microscopique. Nous pourrions en toute décontraction considérer que c'est leur problème, en disant qu'ils ne se sont pas trop inquiétés lorsque nous étions en pleine crise. Le problème de cette attitude – outre son manque de classe – est qu'environ 85 % des produits hongrois sont exportés vers ces pays. C'est là que nous faisons nos ventes, ou c'est là qu'ils achètent chez nous. Leur problème est donc aussi le nôtre.

La seule question est de savoir dans quelle mesure ce sera un problème pour nous. En regardant les données économiques pour 2019, au début je n'en croyais pas mes yeux : la production industrielle de l'Allemagne a considérablement diminué, alors que celle de la Hongrie a augmenté de 5 %. C'est une différence d'au moins 7 points en notre faveur. Soit dit en passant, à Berne en 1954 [lors de la finale de la Coupe du monde de football], un seul point aurait suffi. En 2020, nous serons confrontés à un véritable défi intellectuel et de politique économique. L'économie hongroise pourra-t-elle se développer si l'économie de l'UE stagne ? Nos chemins peuvent-ils diverger, comme ils l'ont fait en 2019, comme ils l'ont fait l'année dernière ? Et si oui, pour combien de temps, pour combien d'années ?

Quels processus cela va-t-il déclencher dans l'économie hongroise et quel impact cela aura-t-il ici sur la vie des gens ? Et, chers amis, il est particulièrement préoccupant de constater qu'à l'Ouest, le chômage a également commencé à augmenter. À mon avis, en 2020 – et peut-être même dans les années suivantes – nous devons concentrer nos efforts sur la préservation des emplois. S'il y a du travail, il y a tout – cette loi ne sera certainement pas dépassée. Nous

savons que dans des moments comme celui-ci, nous devons réduire les impôts. Cela a déjà fait ses preuves et c'est ce que nous nous préparons à faire maintenant : **nous allons réduire les impôts sur les petites entreprises et sur l'emploi.**

Et vous pouvez également être assurés que, quelle que soit l'agitation qui règne en Europe, nous préserverons la valeur des pensions, car c'est ce dont nous avons convenu avec les personnes âgées. Mais disposons-nous d'une marge de manœuvre financière suffisante, et sera-t-elle suffisante à elle seule – d'autant plus que les économies nationales européennes sont sur le point de plonger tête baissée dans un ordre économique mondial avec une technologie basée sur la numérisation et l'intelligence artificielle ?

En clair, nous devons à la fois préserver les emplois et les moderniser. En outre, l'Europe est aujourd'hui désavantagée par rapport aux autres géants. Aux États-Unis et en Chine, la croissance est plus forte, le chômage plus faible et ils dépensent davantage dans les domaines de l'innovation et de la défense, générateurs de croissance. En revanche, l'Europe a été incapable de rassembler des capacités militaires, des géants technologiques capables de façonner l'avenir ou une mission civilisationnelle. Les autres grandes puissances comprennent que, que cela nous plaise ou non, la concurrence dans le monde est incessante. Mais l'Europe semble vouloir se retirer de la compétition. Elle veut également restreindre la concurrence au sein de l'UE dans les domaines de la fiscalité, de l'emploi et des services.

J'ai parfois l'impression que les Occidentaux n'ont rien appris de notre histoire et ne comprennent pas que le socialisme détruit les nations. Si nous ne voulons pas que l'Europe soit balayée, nous devons créer une coopération entre les États membres de l'UE, afin que – en concurrence les uns avec les autres – ils puissent faire ressortir le

meilleur d'eux-mêmes. Si la Hongrie, le système fiscal hongrois, le système social hongrois et le marché du travail hongrois étaient réglementés dans le cadre de l'ordre économique des États-Unis d'Europe – comme le propose l'opposition chez nous – alors notre croissance économique s'arrêterait également. Notre structure économique deviendrait rigide, et au lieu de l'intégration et de la croissance, nous entrerions dans une période où nous ferions du surplace. **Chers amis, c'est pourquoi nous devons également être prudents en ce qui concerne l'adhésion à la zone euro. Je vous conseille de ne pas monter à bord d'un train vers une destination inconnue.**

Mesdames et Messieurs, c'était la mauvaise nouvelle. C'était plus que ce que nous aurions souhaité. Enfin, c'est une bonne nouvelle que 2019 ait été une année de campagnes et d'élections très chargées, qui s'est achevée. Nous avons fini de faire campagne pour deux années supplémentaires. Les campagnes de 2020 et 2021 porteront toutes deux sur la gouvernance et la poursuite du travail d'édification des pays.

Je sais que certains trouvent cela moins intéressant, et s'intéressent bien plus à la lutte électorale de 2022. Ils m'interrogent déjà sur nos tactiques électorales pour 2022. C'est loin d'être le cas ! Aujourd'hui, tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous allons suivre le conseil d'un de mes philosophes politiques préférés, un certain Muhammad Ali : "Flotte comme un papillon, pique comme une abeille". Je peux vous dire que nous nous en sortons bien en matière de piquûre, et même si toutes les conditions préalables au flottement ne sont pas encore réunies, elles le seront d'ici le début de la campagne. Nous ne faisons pas l'autruche, car nous pouvons voir que l'opposition fait déjà ses préparatifs.

Toute vie qui pousse, rampe et sautille dans les champs et les haies est la bienvenue dans leur équipe, à condition

qu'ils puissent revenir au pouvoir. Ils sont déjà en train d'essayer leurs uniformes, mais les résultats sont discordants. Il existe des ensembles assez avant-gardistes : les jodhpurs de la Croix fléchée de style nazi, ainsi que les gilets rouges portant des insignes aux couleurs de l'arc-en-ciel. Cela me rappelle ce que le paysan Szekler a dit lorsqu'il a vu une tortue pour la première fois : "Soit c'est quelque chose, soit ça va quelque part."

En politique, la meilleure façon de savoir dans quelle direction les gens vont est de regarder les programmes des partis. Mais là encore, avec l'opposition, ce n'est pas facile à déterminer. C'est comme dans le cas du couple de jeunes mariés, lorsque la femme sert le dîner, elle dit : "Les seuls plats que je peux préparer sont les pâtes aux graines de pavot et le ragoût de poulet". Son mari lui demande : "Et lequel est celui-ci ?" Voilà donc, Mesdames et Messieurs, où nous en sommes avec nos adversaires, deux ans avant les élections.

Mais concentrons-nous maintenant sur la Hongrie. **Les réalisations sont celles de la nation, les responsabilités sont celles du gouvernement. C'est une vieille sagesse que si la nation va bien, elle doit recevoir tous les éloges et toute la gloire ; si elle ne va pas bien, c'est parce qu'elle a été mal gouvernée. Notre devoir est maintenant de préparer la nation aux épreuves auxquelles elle sera confrontée dans les années à venir.** Nous ne devons pas nous retrouver avec un garde-manger vide, et sans réserves de poudre sèche. Il ne faut pas avoir peur : si quelqu'un sait trop bien que les défis, les tests et les épreuves décisives font partie de la vie d'une nation, les Hongrois le savent.

La seule chose que nous pouvons demander – et que nous demandons effectivement – est que les Hongrois vivent et s'épanouissent dans la prospérité et la sécurité dans leur

propre pays, ce qu'ils méritent en retour de leur travail et de leurs sacrifices et de ceux de leurs ancêtres. Ne soyons pas timides : disons haut et fort qu'au cours des cent dernières années, nos ancêtres ont fait de grands sacrifices, et qu'au cours des dix dernières années, nous aussi, nous avons travaillé dur. Nous avons toujours donné au monde plus que nous n'avons reçu de lui. La Hongrie mérite de réussir. Montrons à tous que ceux qui creusent des pièges pour les Hongrois tombent dans leurs propres pièges.

Mesdames et Messieurs, nous avons mené et remporté de nombreuses grandes batailles. Celles qui se profilent à l'horizon ne seront pas plus faciles. Beaucoup d'entre nous pensent que le fait d'être encore debout ici après un tel siècle d'histoire est la preuve que Dieu a des plans pour ce pays. En toute humilité, nous ne pouvons que dire que nous sommes prêts à répondre à l'appel et que nous sommes prêts pour le voyage dans les cent prochaines années. La Hongrie avant tout, Dieu au-dessus de nous tous !

Allez la Hongrie, allez les Hongrois !

Traduction produite par le gouvernement hongrois.

Vous pouvez visionner l'intégralité du discours sur l'état de la nation ici :

[//resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2020/02/86651714_136512750893140_4923647175516225536_n.m](https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2020/02/86651714_136512750893140_4923647175516225536_n.mp4)
[p4](#)

<https://www.facebook.com/orbanviktor/videos/122564259177128/>